

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE

(adresser la requête au tribunal ayant rendu la condamnation ayant donné lieu à mention sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire)

Section de l'exécution des peines

Adresse

Préciser les références du jugement (chambre correctionnelle, date du jugement et n° de parquet)

A Madame / Monsieur le Procureur de la République

**REQUETE EN EFFACEMENT DE CONDAMNATION
DU BULLETIN N°2 DU CASIER JUDICIAIRE**

en application de l'article 775-1 du Code de procédure pénale

A LA REQUETE DE :

Nom, prénoms

Date et lieu de naissance

Profession

Adresse de votre domicile

J'AI L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER

Par jugement du XXX j'ai été condamné à XXX

Cette condamnation figure sur le bulletin n°2 de mon casier judiciaire.

Je suis militaire sous contrat ou de carrière OU ancien militaire à la recherche d'un emploi nécessitant un casier vierge de toute condamnation.

C'est dans ces conditions que je sollicite près de votre juridiction qu'il soit procédé à la transmission de ma requête à Madame Monsieur le Procureur de la République afin qu'il soit procédé à l'effacement du bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les raisons ci-après exposées.

DISCUSSION

L'article 775-1 du Code de Procédure Pénale énonce :

« Le tribunal qui prononce une condamnation peut exclure expressément sa mention au bulletin n° 2 soit dans le jugement de condamnation, soit par jugement rendu postérieurement sur la requête du condamné instruite et jugée selon les règles de compétence et procédure fixées par les articles 702-1 et 703.

L'exclusion de la mention d'une condamnation au bulletin n° 2 emporte relèvement de toutes les interdictions, déchéances ou incapacités de quelque nature qu'elles soient résultant de cette condamnation.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux personnes condamnées pour l'une des infractions mentionnées à l'article 706-47. »

Rappeler brièvement les circonstances de la condamnation et insister sur vos efforts de réinsertion, l'absence de réitération des faits, si vous avez de bonnes notations ou décorations produisez les.

En outre, compte tenu de mon engagement militaire, je suis tenu afin de préserver mon emploi et me permettre de poursuivre ma carrière d'être exempt de toute mention à mon casier judiciaire (fournir vos contrats d'engagement, éléments de carrière)

Décrivez votre situation professionnelle actuelle et situation de famille si vous êtes chargé de famille ou à la charge de vos proches

OU

Ancien militaire j'ai donné entière satisfaction. Compte tenu de ma formation je souhaite exercer les fonctions de XXX

(Préciser l'emploi souhaité, les démarches de recrutement ou recherches d'emploi ou formation effectuées)

Démontrer que l'emploi visé ou la formation souhaitée exige la production d'un casier judiciaire vierge et notamment le bulletin n° 2 en produisant soit la liste des pièces exigées soit un courrier à votre attention)

Ainsi, il est incontestable que l'inscription d'une condamnation au Bulletin n° 2 du casier judiciaire m'empêche d'obtenir des chances et de réelles perspectives de réinsertion et d'épanouissement professionnel.

Dans ces conditions, au regard de l'ensemble de ces éléments, et en considération des difficultés que je rencontre afin de me réinsérer professionnellement, je sollicite que les mentions inscrites au bulletin n°2 de mon casier judiciaire soient effacées.

**PAR CES MOTIFS
et tous ceux à déduire et suppléer**

Vu le Code de procédure pénale et notamment son article 775-1,

Il est demandé à Monsieur le Procureur de la République :

- ° Me déclarer recevable et bien fondé en ma demande d'effacement de condamnation du bulletin n°2 du casier judiciaire et de relèvement de toutes les interdictions, déchéances ou incapacités de quelque nature qu'elles soient résultant de ma condamnation ;
- ° Procéder à l'effacement de condamnation du bulletin n°2 du casier judiciaire et au relèvement de toutes les interdictions, déchéances ou incapacités de quelque nature qu'elles soient résultant de sa condamnation ;

**Fait à
Le**

Signature

Liste des pièces mentionnées dans la requête et obligatoirement le jugement dont il est demandé un relèvement de condamnation